



L'Économie israélienne est-elle au bord de l'effondrement ?

Description

L'économiste Shir Hever explique comment la mobilisation liée à la guerre de Gaza soutient une « économie zombie » qui semble fonctionner, mais qui est dépourvue de toute perspective d'avenir.

Par Amos BRISON, le 16 décembre 2025

Depuis octobre 2023, Israël est confronté à une convergence de chocs économiques. Des dizaines de milliers de résidents ont quitté des régions frontalières du sud et du nord en raison des hostilités avec le Hamas et le Hezbollah, tandis que des centaines de milliers de résidents ont été soustraits au marché du travail pendant de longues périodes, laissant des secteurs clés en sous-effectif et réduisant drastiquement la productivité. Les services publics, l'éducation et le système de santé se sont détériorés, les dépenses de défense ayant été réorientées vers l'effort de guerre, et près de 50 000 entreprises ont fait faillite.

La fuite des capitaux, en particulier dans le secteur de la haute technologie, combinée à une dépendance croissante aux emprunts étrangers, exerce une pression considérable sur l'économie, avec une dette prévue à 70 % du PIB pour 2025. La position internationale d'Israël s'est également affaiblie : des partenariats commerciaux autrefois stables se défont, les sanctions et les boycotts s'accroissent, et de grands investisseurs commencent à s'orienter vers d'autres marchés.

Un rapport annuel sur la pauvreté publié le 8 décembre par l'ONG israélienne Latet souligne l'ampleur de la crise sociale. Les dépenses des ménages ont fortement augmenté depuis la guerre ; près de 27 % des familles et plus d'un tiers des enfants connaissent désormais une « insécurité alimentaire », et environ un quart des bénéficiaires de l'aide sont de « nouveaux pauvres » ayant basculé dans la précarité au cours des deux dernières années.

Pourtant, l'économie israélienne montre également des signes de résilience. Le shekel s'est apprécié de près de 20 % face au dollar américain depuis le début de la guerre, et la Bourse de Tel-Aviv a atteint des niveaux records, portée en partie par les dépenses liées à l'effort de guerre et par l'intervention de la banque centrale.

Pour comprendre ces signaux apparemment contradictoires des marchés en plein essor concomitants à un approfondissement des turbulences sociales et économiques il est nécessaire de dépasser les indicateurs habituels. Le chercheur israélien en économie et militant BDS Shir Hever soutient qu'Israël fonctionne désormais dans ce qu'il appelle une « économie zombie », maintenue en mouvement par la convergence de dépenses militaires massives, du crédit étranger et du déni politique.

Depuis plus de deux décennies, Hever examine les liens entre l'économie israélienne, le militarisme et l'occupation. Dans un entretien avec le magazine +972, il explique pourquoi la crise économique d'Israël ne peut pas être évaluée uniquement à l'aune du PIB ou de l'inflation, et pourquoi les piliers qui soutenaient autrefois sa croissance, l'investissement étranger, l'innovation technologique et l'intégration mondiale, commencent à s'éroder. Il évoque également l'illusion d'une économie de guerre viable, le coût social et économique d'une mobilisation massive prolongée, ainsi que la manière dont l'isolement croissant d'Israël sur les marchés mondiaux pourrait annoncer le début d'un déclin à long terme.

L'entretien a été dit pour des raisons de longueur et de clarté.

Pour commencer, si on suppose que la guerre à Gaza, telle qu'elle a été menée au cours des deux dernières années, a finalement pris fin, pensez-vous que l'économie israélienne pourra se remettre et, si oui, comment cela se produirait-il ?

Je pense qu'il est d'abord important de se poser cette question: se remettre de quoi, exactement ?

Le problème économique d'Israël est multidimensionnel. Premièrement, un préjudice direct est porté à la productivité par le déplacement de dizaines de milliers de foyers depuis les zones proches des frontières avec Gaza et le Liban, et les dégâts directs causés par les missiles et les roquettes dans ces régions.

Deuxièmement, la mobilisation de près de 300 000 soldats de réserve pendant une période très prolongée a entraîné une baisse notable de la participation à la force de travail. Elle a également réduit le nombre de jours de formation qui avaient été investis dans ces travailleurs, un moment où les capacités pour former et qualifier des remplaçants sont loin d'être pleinement opérationnelles.

Troisièmement, la classe moyenne israélienne commence à envisager l'émigration, et des dizaines de milliers de familles ont déjà quitté le pays.

Quatrièmement, la crise financière : de nombreux Israéliens ont transféré leur épargne à l'étranger par crainte de l'inflation, combinée à une déflation de la monnaie israélienne, à une dégradation de la note de crédit d'Israël et à une hausse de sa prime de risque.

À mesure que les ressources ont été tournées vers l'effort de guerre, les propres dépenses du gouvernement faisant état de dizaines de milliards de dollars d'achat d'armes à crédit, la qualité des services publics et de l'enseignement supérieur est fortement dégradée. Israël n'a jamais, à aucun moment de son histoire, été aussi près de se retrouver dans un piège de la dette [une situation dans laquelle l'état est contraint de contracter de nouveaux emprunts afin de payer les intérêts de dettes plus anciennes].

Enfin et c'est un point crucial l'image d'Israël est devenue toxique. Le pays est confronté à des boycotts, des désinvestissements et des sanctions d'une ampleur jamais observée auparavant. Les entreprises israéliennes constatent que leurs anciens partenaires commerciaux à l'étranger hésitent désormais à poursuivre toute collaboration.

J'ai lu un article sur *Ynet* dans lequel plusieurs chefs d'entreprise israéliens étaient interrogés. Tous évoquaient un profond sentiment d'isolement et expliquaient que leurs partenaires commerciaux, y compris ceux de longue date, leur faisaient savoir qu'ils ne souhaitent plus avoir de relations avec eux. Certains racontaient que, même dans des « pays très favorables à Israël », on leur avait demandé : « Veuillez effacer toute trace de cette rencontre, nous ne voulons pas que quiconque sache que nous vous avons vus. »

Cette remarque faisait très probablement référence à l'Allemagne, le salon IFA étant d'habitude à Berlin peu avant la publication de l'interview.

Ces derniers mois, vous avez qualifié l'économie israélienne pendant la guerre à Gaza d'« économie zombie ». Pouvez-vous expliquer ce que vous entendez par là ?

Je parle d'« économie zombie » pour désigner une économie qui continue de fonctionner, mais qui n'a pas conscience de sa propre crise ni de sa possible disparition imminente.

Une économie capitaliste repose sur l'idée d'un horizon constant. Il est impossible d'avoir un marché capitaliste sans investissement, et l'investissement suppose de placer de l'argent aujourd'hui pour en tirer un profit demain. Or, en Israël, le gouvernement a adopté un budget déconnecté des dépenses réelles, faisant exploser la dette, et le projet de budget pour l'année prochaine est tout aussi irréaliste.

Parallèlement, de nombreuses personnes parmi les plus qualifiées et douées quittent le pays, refusant d'élever leurs enfants. En privilégiant le court terme plutôt que la planification à long terme, l'état se prive ainsi de toute perspective d'avenir.

Ainsi, si l'économie semble fonctionner en surface, c'est en grande partie parce qu'une part significative de la population est mobilisée en tant que serviste armée, équipée, nourrie et transportée pour soutenir la guerre. La guerre constitue la principale activité économique menée par le gouvernement ; à ce jour, deux mois après le prétendu cessez-le-feu de Trump, aucune libération massive de servistes n'a été effectuée pour les réintégrer à la vie civile.

Haaretz a calculé que la destruction de la bande de Gaza constitue le plus grand chantier d'ingénierie de l'histoire d'Israël. La quantité de ciment, de matériaux de construction, de véhicules et de carburant utilisée dépasse celle mobilisée pour HaMovil HaArtzi [le réseau national de conduites d'eau], le grand projet d'infrastructure des années 1950, ainsi celle mise

en œuvre pour la construction du mur de séparation de Cisjordanie, chantier emblématique du début des années 2000. Il s'agit donc bien d'une économie qui semble fonctionner, mais sans aucune trajectoire vers l'avenir: elle repose sur une illusion.

Les réservistes ayant participé à la guerre, ainsi que les personnes déplacées dans le sud et le nord du pays, pourraient un jour réintégrer le marché du travail. Cela permettrait-il à Israël d'échapper à une crise économique?

D'abord, beaucoup de réservistes n'auront tout simplement pas de poste auquel revenir, plus de 46 000 entreprises ayant fait faillite pendant le conflit.

Il y a aussi l'aspect psychologique. Je ne suis pas qualifié pour prédire ce qui se passera lorsque ces personnes tenteront de reprendre une vie civile, mais l'impact sera probablement dramatique. Réagiront-elles par la violence à la moindre contrariété, comme elles l'ont fait pendant des centaines de jours à Gaza? Auront-elles besoin d'un suivi psychologique soutenu pour gérer traumatisme et culpabilité? Nous constatons déjà un nombre inquiétant de suicides parmi les soldats.

Il ne faut pas oublier que ces réservistes n'ont pas mis à jour leurs connaissances dans leurs domaines professionnels, étant occupés à participer au génocide à Gaza; cet écart alimente également les crises technologique et éducative. L'inscription universitaire n'a pas suivi la croissance démographique, ce qui laisse présager que la population en Israël pourrait voir baisser son niveau d'instruction à long terme.

S'ajoutent à cela l'instabilité dans laquelle se trouvent environ un quart de million d'Israéliens déplacés de leurs domiciles près des frontières avec Gaza ou le Liban, habitant depuis plus d'un an dans des hébergements. Ils vivent dans l'incertitude, pouvant être rappelés à tout moment. Dans ces conditions, il est très difficile de trouver un emploi, d'autant que leur droit à une compensation dépend de leur disposition à retourner dans leurs communautés d'origine. Autrement dit, ils doivent choisir entre obéir aux exigences du gouvernement ou renoncer à leur indemnisation et quitter le pays à ce que certains ont effectivement déjà fait.

Pourtant, la Bourse israélienne atteint de nouveaux sommets et le shekel reste stable. Comment l'expliquez-vous?

Il faut d'abord rappeler que le marché ne progresse pas toujours dans la même direction. Il a par exemple chuté après le discours à «Sparta» de Netanyahu en septembre. La panique a été réelle, car il reconnaissait en partie qu'Israël subissait les effets des sanctions, des boycotts et de l'isolement économique. Ce fut une petite piqûre dans le ballon de l'illusion.

Mais il y a d'autres explications. Israël a modifié les règles concernant la solde des réservistes, qui touchent désormais 29 000 NIS par mois, plus du double du salaire moyen et plus de quatre fois le salaire minimum. Certains officiers de carrière ont même quitté l'armée pour la réintégrer en tant que réservistes et gagner davantage.

Ces réservistes n'ayant rien à dépenser sur place à Gaza, ils ont investi leur argent en Bourse ou placé leurs fonds dans des trusts bancaires, alimentant ainsi le marché financier. C'est ce qui explique en grande partie les sommets atteints par la Bourse. La question essentielle demeure :

d'où vient réellement cet argent ?

Le directeur général du ministère des Finances a souligné que la contribution versée aux services ne figure pas encore dans le budget de la défense. Elle y sera incluse a posteriori, et lorsque cela se produira, l'écart entre le budget approuvé et les dépenses réelles sera mis en lumière. À ce moment-là, une baisse de la note de crédit d'Israël ainsi qu'une forte détérioration des banques internationales à traiter avec le pays seront à prévoir.

Par ailleurs, ces dépenses massives alimentent l'inflation alors que la productivité ne progresse pas. Les personnes disposant de revenus disponibles cherchent à protéger leur épargne en investissant sur le marché boursier en pleine hausse, contribuant ainsi à la formation d'une bulle.

On se retrouve alors dans une forme de stagflation, où l'inflation augmente en parallèle d'un ralentissement économique. La Banque Centrale israélienne a tenté de gérer la situation en vendant de grandes quantités de dollars, surtout au début de la guerre, créant de facto l'impression que tout était sous contrôle et qu'Israël pouvait se permettre de continuer le conflit. L'illusion a fonctionné, principalement auprès des investisseurs internationaux.

Elle a aussi engendré une situation paradoxale : d'un côté, des économistes israéliens écrivent en hâte et s'étonnent : « N'est-ce pas étrange que les agences de notation ne réduisent la note d'Israël que d'un cran ? Elles croient encore que le gouvernement remboursera ses dettes. Quelle naïveté ! » ; de l'autre, ces mêmes agences, même si elles lisent sérieusement la presse financière israélienne, refusent de réagir.

Je considère cela comme une forme de complicité de la part des médias financiers internationaux. Ils rechignent à dénoncer ces faits, de crainte d'être qualifiés d'« anti-Israël ». Ils observent comment les gouvernements des États-Unis, du Royaume-Uni et d'Allemagne diffusent des mensonges et présentent Israël comme victime d'un simple revers temporaire. Si les médias financiers contredisent ces gouvernements, ils s'exposent à des pressions ou des sanctions ; ils préfèrent donc taire l'information. Sur cette base de reportages biaisés, les agences de notation ont elles aussi peur de prendre des décisions fondées sur les faits.

Comment la situation économique que vous décrivez se traduit-elle dans la vie quotidienne des Israéliens ?

Il existe un très grand décalage entre la réaction de la Bourse ou de la monnaie, et l'impact réel sur le niveau de vie.

Un récent article du quotidien financier israélien *The Marker* a estimé le coût de la guerre par ménage à 111 000 NIS [en comparant le taux de croissance moyen de l'économie israélienne avec la croissance réelle au cours des deux dernières années]. Cela correspond à environ 34 000 dollars, une somme considérable.

Plus de 40% des ménages israéliens dépensent chaque mois plus qu'ils ne gagnent, ils sont déjà en situation de crise. Chaque mois, ils s'endettent un peu plus, simplement pour garder la tête hors de l'eau à acheter de la nourriture, payer le loyer, etc.

Lâ??Institut national israËlien dâ??assurance sociale nâ??a pas encore publiË son rapport officiel sur la pauvretË pour 2024, mais un rapport alternatif de lâ??organisation de la sociËtË civile *Latet* a rËvËlË que de nombreux IsraËliens non officiellement classËs sous le seuil de pauvretË se trouvent nËanmoins dans une crise grave. La part des personnes incapables dâ??acheter suffisamment de nourriture, considËrËes comme Ëtant en insËcuritË alimentaire, a augmentË de prËs de 29â??% en 2025. Le rapport qualifie la situation â??dâ?? Ëtat dâ??urgenceâ?•.

Il est notoriËtË publique quâ??une large proportion des mËnages israËliens est Æ«â? dans le rougeâ?Æ» depuis des annËes, payant Æ dËcouvert ou achetant Æ crËdit. Les IsraËliens ne sont-ils pas dËjË habituËs Æ cette situationâ?? Quâ??est-ce qui a changË pendant la guerreâ??

Le ratio des mËnages qui achËtent Æ crËdit et utilisent des dËcouverts est restË autour de 40â??% au cours des cinq derniËres annËes, mais deux diffËrences ont ËtË observËes pendant le conflit.

PremiËrement, les produits financËs Æ crËdit sont dËsormais moins souvent des biens de luxe, mais rËpondent davantage Æ des besoins de premiËre nËcessitË. DeuxiËmement, on distingue les mËnages qui maintiennent un niveau plus ou moins stable de prËts et paient des intËrËts chaque mois, de ceux dont la dette augmente, entraËnant une hausse des intËrËts, jusquâ??au point oÙ ils sont contraints de vendre des actifs. Depuis le dËbut de la guerre, on observe que de plus en plus de mËnages se trouvent dans cette derniËre situation.

Dans le mËme temps, tout lâ??argent du gouvernement, tous les efforts, toutes les ressources sont consacrËs Æ la guerre. Æ lâ??Ëvidence, les citoyens le ressentent. Le coËt de la vie augmente et le niveau des services publics sâ??effondre, que ce soit dans les transports, la santË ou lâ??Ëducation. Les revenus diminuent pour presque tous, sauf pour les rËservistes qui, comme nous lâ??avons dit, ne dËpensent pas plus quâ??ils ne gagnent.

Quâ??en est-il des investissements Ëtrangers, qui restent ËlevËs, notamment les grandes sorties de capital dans le secteur technologiqueâ?? Cela ne montre-t-il pas que le modËle Ëconomique israËlien, aussi dËformË soit-il, est viableâ??

Si lâ??on fait abstraction de sorties considËrables comme celle de Wiz, le solde net des investissements est nËgatif, et trËs profondËment. Les investissements chutent de maniËre spectaculaire, surtout dans le secteur technologique. De fait, en examinant ces sorties de capital de prËs, on constate que le montant que le gouvernement israËlien devrait percevoir en impËts gËnËrËs par ces fonds est ridiculement faible par rapport Æ la taille des transactions.

Dans le secteur technologique, il est trËs courant que les employËs dËtiennent des options, ce qui signifie que les salariËs, en particulier les mieux rËmunËrËs, comme les programmeurs, possËdent en rËalitË des actions de lâ??entreprise. Ainsi, lorsquâ??une sociËtË ËtrangËre comme Google rachËte ces actions, câ??est en fait aux employËs quâ??elle les achËte. Ces derniers sâ??enrichissent, mais ne dËpensent pas cet argent en IsraËl, car ils quittent le pays. Lâ??argent sort donc du territoire.

Ces sorties constituent de fait un moyen d'évasion pour le secteur technologique israélien. Ces entreprises ont d'ailleurs un pied hors du pays, et le second, encore en Israël, cherche à en sortir.

Certains décrivent le comportement d'Israël pendant la guerre à Gaza comme une forme de keynésianisme militaire, laissant entendre qu'il s'agirait d'une approche économique viable. Pouvez-vous préciser?

Il est d'abord important de noter qu'il n'existe pas de keynésianisme militaire au XXI^e siècle à nulle part dans le monde.

Cette théorie a été développée surtout dans les années 1960 et, pendant la guerre froide, elle avait une logique sombre et macabre. Les gouvernements des États-Unis et d'Europe occidentale créaient artificiellement des emplois en dépensant massivement pour la production d'armements, au lieu d'investir dans le bien-être, l'éducation et la santé de leurs citoyens ; ils incitaient leurs citoyens à accepter cette approche en brandissant la menace de l'anéantissement nucléaire.

Mais la valeur productive des armes étant nulle, voire négative, puisqu'elles détruisent plutôt que de produire, ce système n'a fonctionné que très peu de temps. Dans les années 1970, il a provoqué une crise à l'origine du néolibéralisme, qui favorise la réduction des dépenses militaires.

Aujourd'hui, le ministre israélien des Finances, Bezalel Smotrich, semble entretenir l'illusion d'un retour à cette époque : « Pourquoi pas ? Reconnaissons les bons vieux jours des années 1960, une nation en uniforme où les citoyens seraient des servistes et non des travailleurs ». Mais on ne peut tout simplement pas revenir en arrière.

La raison en est que, du temps du keynésianisme militaire, le commerce mondial représentait seulement une fraction de ce qu'il est aujourd'hui. Les entreprises de consommation qui souffraient parce que les ménages avaient moins de revenus disponibles ne pouvaient pas simplement localiser. Aujourd'hui, certains Israéliens sont effectivement contraints de rester dans le pays pour des raisons personnelles, de santé ou familiales, et doivent fonctionner dans une économie militarisée alors même que leur niveau de vie décline. Le capital, en revanche, n'est pas soumis à de telles contraintes et peut migrer vers d'autres pays.

Qu'en est-il de l'Afrique du Sud sous apartheid, ou de la Russie aujourd'hui ? Israël ne pourrait-il pas imiter ces régimes pour maintenir son économie dans une dynamique belliqueuse ?

Tout d'abord, n'oublions pas que le régime de l'apartheid en Afrique du Sud a finalement sombré. Pendant des années, il a pu se maintenir malgré les boycotts grâce à ses richesses en ressources naturelles et à une économie relativement autosuffisante. Ce n'est certainement pas le cas d'Israël, très dépendant du commerce extérieur et incapable de maintenir sa population dans un état de préparation militaire permanente.

Israël dépend des importations d'énergie, de matières premières, de technologies, de composants et de produits finis pour tous ses secteurs, et il dépend également des exportations

pour se financer et obtenir la devise étrangère nécessaire à ses importations.

Quant à la Russie, sa capacité à maintenir son économie s'explique partiellement par ses exportations d'armes, de pétrole et d'autres ressources naturelles. Et ici aussi, selon moi, la principale différence entre la Russie et Israël. La guerre en Ukraine a en réalité permis à la Russie d'étendre son influence internationale. Des pays comme la Chine, l'Inde, l'Iran ou la Turquie voient un intérêt à renforcer leurs relations avec Moscou. Israël, en revanche, ne tire aucun bénéfice diplomatique de son conflit; au contraire, il est en train de s'isoler de ses propres alliés.

Israël a tenté de nouer de nouvelles alliances et partenariats commerciaux en dehors de l'Occident, mais cela a largement échoué. L'Europe reste le principal partenaire commercial d'Israël, suivie par les États-Unis.

Les Accords d'Abraham ont été présentés comme une nouvelle frontière pour l'influence et les alliances israéliennes, mais dans les faits, ils ne sont qu'un partenariat dans un commerce des armes qui préexistait aux accords. Après l'interdiction mise par les Émirats Arabes Unis à l'encontre des entreprises israéliennes de participer au salon de l'armement de Dubaï suite à la frappe israélienne à Doha, la question se pose de la validité des Accords d'Abraham.

Jusqu'à récemment, vous étiez également coordinateur de l'embargo militaire au sein du comité officiel du mouvement BDS. Quelles sont vos observations sur la campagne pour un embargo militaire contre Israël après deux années de guerre?

Lorsque j'ai commencé ce travail en 2022, je croyais fermement à la campagne pour l'embargo militaire, mais je pensais que ce serait probablement le dernier volet à réussir, car les individus ne peuvent pas vraiment boycotter les armes. Je m'attendais d'abord à voir des campagnes de boycott contre des entreprises de consommation, puis des campagnes de désinvestissement, et enfin, avec le renforcement des sanctions, un embargo militaire.

Je me préparais donc à une action sur le long terme. Mais lorsque qu'Israël a commencé à commettre le génocide, j'ai rencontré les ministres de différents gouvernements, pour leur dire que leur pays était dans l'illégalité en vendant des armes à Israël. Ils étaient mal à l'aise, et n'avaient autre choix que de reconnaître ce fait.

De nombreux gouvernements ont effectivement agi. Pas assez, pas assez vite, on peut toujours en demander davantage, mais le rythme des actions d'embargo militaire dans différents pays, notamment dans le Sud global, et en Europe, est tout simplement stupéfiant.

Ce n'est toutefois pas comparable avec d'autres cas de génocide. Certes, le monde ne se souciait guère des relations avec le régime rwandais, et il a donc été possible d'observer le droit international en imposant un embargo militaire. Mais certains pays, comme Israël, ont enfreint l'embargo sans être punis. Aujourd'hui, dans les pays qui imposent pas l'embargo, des dockers affirment: *«à? Dans ce cas, nous avons l'obligation légale et morale de ne pas charger les armes sur ces navires.»*

Les États-Unis, le plus grand fournisseur d'armes à Israël, le plus complice et celui qui a le plus intérêt à prolonger ce génocide, rencontrent toujours un problème logistique sérieux, car les armes doivent transiter par l'Europe pour atteindre Israël. Il n'existe pas d'autre solution technique. Même les transferts d'armes américains vers Israël sont donc affectés.

Comment envisagez-vous l'évolution de l'économie israélienne dans les années à venir?

Si je pouvais prédire le développement économique, je serais très riche. Mais je pense qu'il faudra suivre attentivement les chiffres à la fin de l'année, lorsque le ministère des Finances publiera le montant que le gouvernement a réellement dépensé dans la guerre, par rapport à ses engagements pour le budget 2025. Je m'attends à ce que de nombreux investisseurs et institutions internationaux perdent confiance.

À plus long terme, alors que la Banque Centrale israélienne prévoit que l'économie ne se redressera que lentement, si toutefois elle se redresse, le public s'attend à une reprise rapide. La désillusion frappera durement la société israélienne, et si elle entraîne une migration accrue de professionnels diplômés, l'armée israélienne cessera de fonctionner en tant qu'armée moderne dans deux à trois ans.

Des signaux évocateurs de ce délitement apparaissent déjà dans la discipline militaire. Certaines unités adoptent leurs propres insignes, opèrent en toute impunité et suivent des chaînes de commandement informelles. En Cisjordanie, un nombre croissant de soldats rejoignent les milices de colons et participent à des pogroms contre les Palestiniens. Alors que des milliers de soldats s'effondrent mentalement et moralement et que des milliers d'autres quittent le pays, le gouvernement répond en augmentant la solde des réservistes. Une sorte de force mercenaire est ainsi développée, qui migre d'une unité à l'autre au lieu de servir dans une structure cohérente et disciplinée. De fait, la désintégration de la société israélienne se reflète de plus en plus dans le dysfonctionnement de son armée.

Traduction pour l'Agence Média Palestine : C.B.

Source : [+972](#)

date créée
2025/12/24